

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 14/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BAUDELET SAS

271 rue du Meunynck
59140 DUNKERQUE

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\BAUDELET Eco
tri_Dunkerque_0007005204\2_Inspections\2022 10 25\BAUDELET_HOLDING_Dunkerque_RAPVI_0007005204.odt

Code AIOT : 0007005204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement BAUDELET SAS implanté 271 bis rue du Meunynck 59140 DUNKERQUE. L'inspection a été annoncée le 23/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est une visite de contrôle qui porte sur certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation signé le 1er juillet 2022 suite à l'augmentation de capacité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAUDELET SAS
- 271 bis rue du Meunynck 59140 DUNKERQUE
- Code AIOT : 0007005204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BAUDELET HOLDING exploite le site implanté rue du Meunynck à Dunkerque depuis 2011 sous le régime de la déclaration pour les activités suivantes :

- déchetterie destinée aux artisans, aux PME et aux particuliers (rubrique 2710) ;
- zone d'apport volontaire de ferrailles et métaux (rubrique 2710) et zone de transit, tri et regroupement de ferrailles et métaux (rubrique 2713) ;
- zone de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux (rubriques 2714, 2715 et 2716) ;
- installations de transit, tri et regroupement de DEEE (rubrique 2711).

Dans le cadre du développement de ses activités sur le site, un arrêté d'autorisation a été signé le 1er juillet 2022 pour prendre en compte l'augmentation de capacités de certaines activités existantes et la mise en place de nouvelles activités.

Les activités du site sont à présent :

- la déchetterie destinée aux particuliers, aux artisans et PME ;
- la zone de regroupement, tri et transit de ferrailles et métaux ;
- la zone de regroupement, tri et transit de déchets non dangereux avec la mise en place d'une aire de travail à façon ;
- la zone de regroupement, tri et transit de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ;
- la zone de regroupement, tri et transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes ;
- l'activité de découpe de ferrailles et métaux.
- le prétraitement des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ;
- le déconditionnement des biodéchets liquides ;
- le broyage de déchets non dangereux ;
- une zone d'entreposage, dépollution, démontage de véhicules terrestres hors d'usage ;
- une zone d'entreposage, dépollution, démontage ou découpe de bateaux de plaisance ou de sport hors d'usage ;
- une zone de transit et regroupement de déchets dangereux ;

Le site dispose de deux bâtiments, d'une voirie interne, de parkings et de zones de transit, tri et regroupement de déchets ou d'entreposage de bennes.

Le bâtiment principal (n° 1) abrite une zone de déchetterie professionnelle pour déchets dangereux et non dangereux, ainsi que plusieurs zones de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux (cartons, plastiques, DEEE, déchets verts, inertes, bois) provenant de collectes et d'apports de professionnels.

Le bâtiment secondaire (n° 2) abrite un comptoir d'achat de matériaux pour particuliers et professionnels avec une zone de transit, tri et regroupement de métaux, une zone déchetterie pour particuliers (DEEE, déchets dangereux, amiante), un atelier pour la réparation des engins, les bureaux et locaux sociaux.

A l'extérieur se trouvent :

- une zone d'apport volontaire de ferrailles ;
- une zone de transit, tri et regroupements de ferrailles ;
- une zone de transit, tri et regroupement de DEEE (issus de l'apport volontaire des ferrailles) ;
- de zones d'entreposage de bennes pleines avant expédition (ferrailles et métaux ou DIND triés) ;
- de zones d'entreposage de bennes vides (sales ou propres) ;
- d'un pont bascule.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens de secours ;
- consignes d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.5.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Moyens internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.6.4.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.1.2.	/	Sans objet
2	Accessibilité par les moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.5.1.	/	Sans objet
4	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.5.3.	/	Sans objet
5	Consignes générales d'utilisation des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.6.2.	/	Sans objet
6	Vérifications	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.6.5.	/	Sans objet
7	Confinement	Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.6.6.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités constituées par l'absence de détection incendie et de robinets incendie armés dans le bâtiment n°1.

A noter que ce bâtiment a été touché par un incendie le 13/08/2021, qui a détruit une partie du bardage de la paroi nord du bâtiment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 71.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie de manière à interdire l'accès à toute personne ou véhicule non autorisé. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres minimum, mesurée à partir du sol coté extérieur, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement. Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un portail fermant à clef interdit l'accès du site en dehors des heures d'ouverture.
Constats : L'ensemble du site est entouré d'une clôture grillagée ou en plaques béton selon les secteurs, de 2 mètres de haut minimum. Cette clôture présente un bon état au moment de l'inspection. Les horaires de fonctionnement du site sont de 6h00 à 20h00, sauf samedi et dimanche. Le site dispose d'un seul accès équipé d'un portail de 2 mètres de haut. Ce portail est fermé à clé en dehors des heures de fonctionnement du site. Depuis le bureau d'accueil , l'exploitant a une vue sur l'accès du site et le pont bascule.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Accessibilité par les moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Accessibilité par les moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services publics d'incendie et de secours y compris en dehors des heures ouvrables. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les voiries internes ont les caractéristiques minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• largeur de la bande de roulement : 3,50 m• rayon intérieur de giration : 11 m• hauteur libre : 3,50 m• résistance à la charge : 13 tonnes par essieu. <p>La largeur de la voirie en impasse située entre les bâtiments n° 1 et n° 2 a une largeur minimale de 7 mètres sur ses 40 derniers mètres et dispose en extrémité d'une aire de retournement des engins.</p>
Constats : <p>En dehors des heures ouvrables, un gardien de la société SAMSIC est présent sur site en permanence et peut ouvrir le portail.</p> <p>Le portail mesure environ 6 mètres de large.</p> <p>Au moment de l'inspection, les voies internes du site étaient dégagées de tout stationnement gênant.</p> <p>La voirie interne qui passe entre les deux bâtiments présente une largeur de plus de 20 mètres. Une aire dégagée permet aux camions de faire demi-tour à l'extrémité Est du bâtiment n°1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Bâtiments et locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les bâtiments et locaux sont conçus, aménagés et exploités de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.</p> <p>A l'intérieur des bâtiments, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> <p>.../...</p> <p>Il est interdit tout stationnement de véhicules en débouché des sorties de secours (mettre en place un balisage au sol par exemple).</p> <p>Les organes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, fuel...) sont signalés par des plaques indicatrices de manœuvre.</p> <p>L'ensemble du site est placé sous vidéosurveillance avec report à distance.</p> <p>Le bâtiment n°1 est équipé d'une détection automatique d'incendie avec report d'alarme, associée à un système d'alarme sonore. Dans les zones bruyantes, le dispositif peut être doublé par un système lumineux (flash).</p>
Constats : <p>Le bâtiment n°1 n'est pas équipé d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme. L'exploitant indique qu'il a missionné la société CNPP (implantée à Saint-Marcel 27 950) pour la réalisation d'une mission d'assistance pour la définition des moyens de détection et de défense incendie pour l'ensemble du site. Le bon de commande pour cette mission a été signé le 12/09/2022. Selon l'exploitant, les délais nécessaires à cette mission reporteraient la mise en place du matériel de détection incendie à fin juin 2023.</p> <p>A l'intérieur du bâtiment n°1, les différents stockages sont séparés par des blocs béton. Au moment de l'inspection, les allées de circulation dans les bâtiments ainsi que les accès étaient bien dégagés.</p> <p>Le site n'est pas desservi par le gaz. Vu les systèmes de coupures générales de l'électricité signalés par des pancartes au niveau de l'armoire électrique du bâtiment déchets (n°1) et du bâtiment ferrailles (n°2).</p> <p>L'ensemble du site est sous vidéosurveillance avec report d'alarme vers le personnel d'astreinte en ce qui concerne les intrusions. Actuellement il y a 3 caméras dans le bâtiment n°2, 1 caméra dans le bâtiment n°1 et 3 caméras en extérieur.</p> <p>A noter que l'exploitant envisage le remplacement de ces caméras par un nouveau système de caméras infrarouges. Le bon de commande pour cette opération a été signé le 03/10/2022 avec la société KIECE NORD SURVEILLANCE ELECTRONIQUE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le désenfumage du bâtiment n°1 est assuré par la présence de grilles à ailettes et de tôles transparentes fusibles ainsi que par les surfaces maintenues ouvertes en permanence. Le désenfumage du bâtiment n° 2 est assuré par les ouvertures en façades maintenues ouvertes en période d'activité. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour permettre l'ouverture des portes de grande dimension, y compris en cas de coupure de l'alimentation électrique.
Constats : Le bâtiment n°1 dispose en toiture de tôles translucides fusibles, et en parois de grilles d'aération et d'une grande partie de la façade Sud ouverte en permanence (pas de bardage sur la partie haute de la façade Sud). Le bâtiment n°2 dispose de 4 accès d'environ 4 mètres de large, 2 sur la façade Nord et 2 sur la façade Sud. Au moment de l'inspection, ces 4 accès étaient ouverts en grand. Les portes de ces accès sont débrayables pour manœuvre à la main.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes générales d'utilisation des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes générales d'utilisation des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p> <p>Près de l'entrée principale du bâtiment, un plan schématique est apposé sous forme de pancarte inaltérable, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Ce plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définis à la norme NF S 60-303 (Arrêté du 24 septembre 2009) du 20 septembre 1987 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie.</p> <p>Devront y figurer, suivant les normes en vigueur, outre les dégagements et les cloisonnements principaux, l'emplacement:</p> <ul style="list-style-type: none">• des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers,• des dispositifs et commandes de sécurité,• des dispositifs de coupure des fluides, y compris pour la rétention des eaux d'incendie ;• des organes de coupure des sources d'énergie (gaz, électricité...),• des moyens d'extinction fixe et alarme.
Constats : <p>L'exploitant présente une consigne écrite intitulée "fiche réflexe incendie écosite" référencée PrM3 FI 001 ind B mise à jour le 21/04/2022. Cette fiche décrit les premières interventions à mener, les consignes aux opérateurs et les consignes aux coordonnateurs de site avec les numéros d'urgence.</p> <p>Des entraînements du personnel sont régulièrement réalisés par le service QHSE du groupe BAUDELET ; les dates de ces entraînements sont mentionnées sur le registre sécurité du site ; vu sur le registre : le dernier exercice comportant une simulation de départ de feu avec évacuation du personnel a eu lieu le 25/02/2022.</p> <p>Les plans réglementaires à l'attention des services de secours ont été réalisés par la société LST et sont présents en différents lieux de l'installation ; vu les affichages au niveau de l'accueil, de l'entrée piétons bâtiment déchets, du réfectoire, du garage, du comptoir bâtiment fers et métaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.6.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Vérifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens de secours est régulièrement contrôlé (au moins une fois par an, sauf dispositions réglementaires spécifiques) et entretenu pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les extincteurs sont vérifiés une fois par an par la société LST ; vu sur le registre sécurité du site, les dernières vérifications ont été réalisées le 8/04/2021 et 16/05/2022. Les RIA ne sont pas installés (cf point de contrôle 8).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.6.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées gravitairement dans un volume de confinement avant d'être traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement est assuré au niveau d'un bassin permettant également le tamponnement des eaux pluviales. Un volume de 777 m³ doit être maintenu en permanence disponible pour recueillir les eaux d'extinction.</p> <p>Un dispositif (vanne de barrage par exemple) permet d'obturer les rejets eaux se déversant normalement au milieu naturel. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service sont efficacement signalés et doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>La vidange des effluents potentiellement pollués suivra les principes imposés par l'article 4.3.7. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>La mise en place de l'ensemble des dispositions concourant au confinement du site fera l'objet d'une procédure de la part de l'exploitant et sera transmise à l'Inspection des Installations Classées au plus trois mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie sont dirigées vers le bassin de confinement situé en limite ouest du bâtiment n°1. L'exploitant présente à l'inspection le plan de récolement justifiant le volume disponible.</p> <p>Le bassin est entouré d'une clôture avec un portail non fermé à clé pour l'accès.</p> <p>Une pancarte signalant "vanne fermeture bassin" est apposée sur la clôture nord du bassin ; la vanne se situe à l'extrémité sud du bassin, soit à plus de 50 mètres de la pancarte.</p> <p>Il y a lieu d'améliorer la signalisation afin de donner une information plus précise sur l'emplacement exact de la vanne (mise en place d'une signalisation au droit de la vanne).</p> <p>L'exploitant a déclaré laisser la clé de manoeuvre positionnée sur la vanne en permanence.</p> <p>La fermeture de la vanne du bassin de confinement est reprise dans la fiche réflexe en cas d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2022, article 7.6.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Ressources en eau - moyens internes à l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : .../... Robinets incendie armés (RIA) Des robinets incendie armés sont mis en place dans le bâtiment n°1 de manière à ce que tout point de ce bâtiment soit accessible par 2 jets de lance. L'accès aux RIA doit être facile, leurs abords sont maintenus dégagés en toutes circonstances et leur emplacement est signalé de façon visible.
Constats : Il n'y a pas de R.I.A. sur le site au moment de l'inspection. L'exploitant présente un bon de commande signé le 19/10/2022 auprès de la société CHUBB France pour la mise en place de RIA. Il n'y a pas d'échéancier précisé pour cette prestation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

ANNEXE 1

Société BAUDELET HOLDING
à Dunkerque
Inspection du 25/10/2022

Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

ARRÊTÉ
portant mise en demeure

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société BAUDELET HOLDING

Commune de DUNKERQUE

LE PRÉFET DE LA REGION HAUTS DE FRANCE ;
PREFET DU NORD

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 514-5 et L. 512-3 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Georges-François LECLERCQ, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2022 portant délégation de signature à Madame Amélie PUCCINELLI, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2022 autorisant la société BAUDELET HOLDING, dont le siège social est situé lieu-dit « les Prairies» à BLARINGHEM (59 137), à exploiter les installations de tri de déchets situées 271 bis rue du Meunynck, zone industrielle de Petite-Synthe à DUNKERQUE (59 137) ;

VU la visite réalisée par l'Inspection des Installations Classées en date du 25 octobre 2022 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du [COMPLÉTER DATE] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du [COMPLÉTER DATE] ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 25 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme dans le bâtiment n°1 ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des prescriptions de l'article 7.5.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juillet 2022 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 25 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de robinets incendie armés dans le bâtiment n°1 ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des prescriptions de l'article 7.6.4.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juillet 2022 ;

CONSIDÉRANT que face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BAUDELET HOLDING de respecter les dispositions des articles 7.5.2. et 7.6.4.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juillet 2022 susvisé ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société BAUDELET HOLDING, dont le siège social est situé lieu-dit « les Prairies» à BLARINGHEM (59 137), et qui exploite un centre de tri situé 271 bis rue du Meunynck, zone industrielle de Petite-Synthe à DUNKERQUE (59 137), est mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions reprises dans le tableau ci-dessous, et dans les délais précisés à compter de la date de notification du présent arrêté :

	Prescriptions	Délais
Article 7.5.2. de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 1/07/2022	Bâtiments et locaux .../... Le bâtiment n°1 est équipé d'une détection automatique d'incendie avec report d'alarme, associée à un système d'alarme sonore. Dans les zones bruyantes, le dispositif peut être doublé par un système lumineux (flash).	3 mois
Article 7.6.4.1. de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 1/07/2022	Moyens internes de l'établissement .../... Robinets incendie armés (RIA) Des robinets incendie armés sont mis en place dans le bâtiment n°1 de manière à ce que tout point de ce bâtiment soit accessible par 2 jets de lance. L'accès aux RIA doit être facile, leurs abords sont maintenus dégagés en tous circonstances et leur emplacement est signalé de façon visible.	1 mois

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 : PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la Préfecture du Nord.

Article 5 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, le Sous-Préfet de DUNKERQUE et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société BAUDELET HOLDING et dont une copie sera transmise au Maire de DUNKERQUE ;